

# Quand l'extrême droite vise l'école, ces syndicats organisent la résistance

par

*Djéhanne Gani*

*Le Café pédagogique, 6 février 2026*

[https://www.cafepedagogique.net/2026/02/06/quand-lextreme-droite-vise-lecole-ces-syndicats-organisent-la-resistance/?utm\\_campaign=Lexpresso\\_06-02-2026&utm\\_medium=email&utm\\_source=Expresso](https://www.cafepedagogique.net/2026/02/06/quand-lextreme-droite-vise-lecole-ces-syndicats-organisent-la-resistance/?utm_campaign=Lexpresso_06-02-2026&utm_medium=email&utm_source=Expresso)



*Appel à la mobilisation des professionnels de l'éducation.*

Face aux appétits de l'extrême droite, résister et renforcer l'école publique ! » Une conférence de presse commune de la FSU et de la CGT marque un tournant dans le rapprochement des deux organisations face à la montée des offensives de l'extrême droite contre l'École et ses personnels. Pour les syndicats, il y a urgence : l'institution scolaire est aujourd'hui au cœur d'une bataille idéologique assumée par l'extrême droite.

### **Un cadre de travail commun**

« L'école est un enjeu primordial pour l'extrême droite », rappelle la CGT, qui dénonce une « obsession de faire passer leur idéologie à travers les programmes » et des « attaques frontales contre le monde enseignant », vécues comme « une menace pour nous ». Dans ce contexte, FSU et CGT ont décidé d'inscrire leur action dans un cadre de travail commun, avec un objectif clair : « outiller nos collègues contre les menaces ».

### **Former et mobiliser pour résister**

Le colloque organisé vendredi 30 janvier à Paris s'inscrit dans cette dynamique. Il a réuni près de 300 participant·es, issus pour moitié de la CGT et pour moitié de la FSU. Chercheur·ses, formateur·rices syndicaux et militant·es de terrain sont intervenus afin « d'apporter des éclairages divers », de partager des témoignages et de « mettre en avant les résistances ».

Le choix d'agir rapidement est revendiqué : *« faire vite, face à l'urgence des attaques de l'Extrême droite contre l'institution »*, qu'il s'agisse de l'EVARS, des contenus d'histoire ou de collègues directement visés par des procédures bâillon.

### **Des attaques ciblées contre les personnels**

Les attaques sont bien réelles et prennent des formes multiples. Plusieurs situations de « détractage » et de courriers diffamatoires visant des enseignant·es ont été évoquées. Une enseignante alerte sur des *« raids numériques repris par des élus d'extrême droite, allant jusqu'à des menaces de mort »*, la secrétaire nationale du SNES-FSu ajoutant, *« Ces collègues ont simplement fait leur métier, appliqué les programmes »*.

### **Judiciarisation et stratégie d'intimidation**

L'extrême droite investit également le terrain judiciaire. À **Rennes**, un militant CGT a été poursuivi à l'initiative de SOS Éducation, avant d'être *« relaxé de tout »*. Cette judiciarisation s'accompagne de soutiens financiers à certaines associations de parents d'élèves, renforçant les capacités de nuisance de ces réseaux.

Face à cette stratégie, un mot d'ordre s'impose : **« faire front »** et renforcer la *« solidarité syndicale »*.

### **L'école, champ de bataille idéologique**

Au-delà de la défense immédiate des personnels, les syndicats alertent sur la vision globale portée par l'extrême

droite pour l'École. Celle-ci passe par la remise en cause de l'EVARS, la contestation des contenus d'enseignement et l'influence croissante de réseaux idéologiques, à l'image de certaines associations éducatives financées par Pierre-Édouard Stérin.

*« L'extrême droite a fait de l'école un champ de bataille idéologique pour arriver au pouvoir », analysent les organisations syndicales.*

### **Former face aux menaces et aux pressions**

Deux priorités se dégagent : poursuivre et élargir les formations syndicales, et préparer les personnels aux conséquences concrètes d'une éventuelle arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Des formations communes, déjà expérimentées dans le Rhône et prochainement en Essonne, visent à *« décrypter les idées de l'extrême droite sur l'école »* et à rappeler que son projet est *« aux antipodes d'une école laïque et républicaine »*.

### **Des conséquences graves pour les personnels et les élèves**

Les craintes exprimées sont nombreuses : fin de l'EVARS, réécriture des programmes valorisant « les bienfaits de la colonisation », mise au pas des personnels, restrictions des libertés syndicales et attaques sur les statuts. Dans l'Oise, le SNUipp a ainsi été empêché de proposer une formation sur l'extrême droite, celle-ci contestant la légitimité même des organisations syndicales. *« En France, le projet Périclès financé par le milliardaire Stérin commence à porter ses fruits. Plusieurs de nos collègues et camarades sont attaqués par l'extrême droite, nous dénonçons ces*

attaques et affirmons notre soutien, aujourd'hui et à l'avenir » expliquent la FSU et la CGT..

## **L'appel de la FSU et de la CGT**

[Les deux organisations syndicales](#), « la FSU et la CGT appellent les personnels de l'éducation et de l'enseignement supérieur, mais aussi les parents d'élèves et la population à se mobiliser à tous les niveaux pour défendre les moyens d'un service public d'éducation émancipateur et ambitieux, pour contribuer à des dynamiques visant à le renforcer et le développer, et à créer les occasions de débattre avec les personnels sur les lieux de travail pour déconstruire l'imposture sociale et scolaire de l'extrême droite, montrer les méfaits et les dangers de son projet et convaincre largement qu'il est possible et nécessaire de la faire refluer et de redonner de l'espoir à la jeunesse. »

Les syndicats alertent également sur les conséquences directes pour les élèves. Les élèves LGBT, les élèves sans papiers et les familles issues de l'immigration seraient particulièrement visés par des politiques antisociales, et de préférence nationale. L'école inclusive est elle aussi attaquée, à l'image des propos d'Éric Zemmour affirmant que « les élèves en situation de handicap n'ont rien à faire à l'école ». Une vision fondée sur le tri et l'exclusion opposée au « projet d'école que nous portons », contre laquelle les organisations syndicales appellent à se mobiliser. Car il y a urgence.

**Djéhanne Gani**

## *L'appel de la CGT et de la FSU*

### **Appel : Face aux appétits de l'extrême droite, résister et renforcer l'école publique !**

#### *Appel à la mobilisation des acteur.trices de l'éducation*

#### *Face aux appétits de l'extrême droite, résister et renforcer l'école publique !*

*Nous affirmons que la jeunesse de notre pays, comme celle du monde, a le droit à un avenir de liberté, de paix et de justice, sur une planète habitable. Face aux crises écologiques, à l'instabilité diplomatique, à la montée des prédateurs, nous devons dès aujourd'hui bâtir un système éducatif capable de former les jeunes générations aux défis qui sont devant elles, de résister au désespoir et à la peur par la compréhension et l'inventivité, de revitaliser la démocratie par le développement des solidarités et la mise en oeuvre sans concession de l'égalité, notamment entre les femmes et les hommes.*

*A cette jeunesse inquiète, l'extrême droite propose un autre projet : l'ordre contre la liberté, le pouvoir contre les droits, la hiérarchie contre l'égalité, la propagande contre les savoirs. L'école qu'elle dessine est au service de ce projet. Une école qui limite l'accès aux savoirs, aux qualifications et aux études par la sélection précoce et la soumission aux besoins immédiats du marché du travail. Une école qui assume et naturalise les inégalités par la remise en cause des dispositifs visant à les combattre, notamment l'éducation prioritaire, et l'exclusion*

*voulue et assumée d'une partie des élèves. Une école tournée vers le passé promouvant des pédagogies obsolètes, disqualifiant la recherche et la formation des enseignant.es, rompant avec la liberté pédagogique et les libertés académiques. Pour les enseignant.es, et l'ensemble des personnels de l'éducation, elle porte un modèle de fonction publique autoritaire et vertical, refusant aux fonctionnaires le droit à l'engagement citoyen, et remettant en question la formation universitaire. L'extrême-droite s'organise dans le monde et en France pour prendre la main sur l'éducation. Les exemples sont nombreux dans les pays où l'extrême droite est au pouvoir, à commencer par le terrible cumul des attaques de Trump contre l'école et les universités. En France, le projet Périclès financé par le milliardaire Stérin commence à porter ses fruits. Plusieurs de nos collègues et camarades sont attaqué.es par l'extrême droite, nous dénonçons ces attaques et affirmons notre soutien, aujourd'hui et à l'avenir.*

*Nous aussi, nous devons nous organiser et nous mobiliser. La FSU et la CGT défendent un tout autre système éducatif, tourné vers l'avenir, visant l'émancipation de la jeunesse, combattant toutes les assignations liées à l'origine sociale ou géographique. La défense de ce projet aujourd'hui et à l'avenir, est un levier central de notre combat contre l'extrême droite, qui se nourrit aussi de la fragilisation actuelle du système éducatif et de ses conséquences sur la jeunesse. Des conditions d'étude pour les élèves améliorées, permettant de prévenir la difficulté, d'accueillir dans de bonnes conditions tous les élèves, notamment ceux en situation de handicap. La baisse démographique actuelle offre une occasion inédite de le faire. Un service public d'éducation renforcé, de la maternelle à l'université, garantissant la continuité des parcours, des diplômes nationaux reconnus et des qualifications élevées pour toutes et tous, **protégé de la concurrence déloyale du privé en réservant les fonds publics à l'école publique laïque.** Des personnels mieux rémunéré.es, bénéficiant de carrières revalorisées, respecté.es dans leurs qualifications et leur*

***professionnalité, dotés d'une formation professionnelle initiale et continue de haut niveau, appuyée sur la recherche universitaire.***

***La FSU et la CGT appellent les personnels de l'éducation et de l'enseignement supérieur, mais aussi les parents d'élèves et la population à se mobiliser à tous les niveaux pour défendre les moyens d'un service public d'éducation émancipateur et ambitieux, pour contribuer à des dynamiques visant à le renforcer et le développer, et à créer les occasions de débattre avec les personnels sur les lieux de travail pour déconstruire l'imposture sociale et scolaire de l'extrême droite, montrer les méfaits et les dangers de son projet et convaincre largement qu'il est possible et nécessaire de la faire refluer et de redonner de l'espoir à la jeunesse.***

---